

**MAIRIE
de
CHAMPNETERY
Haute-Vienne
87400**

—
**Tél. :0555560154
Fax :0555565475**

**CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 31 OCTOBRE 2019**

COMPTE RENDU SOMMAIRE (affiché en exécution de l'article L121-17 du Code des Communes)

- VALIDATION DES NOMS ATTRIBUES A L'ENSEMBLE DES VOIES DE LA COMMUNE :

Vu les délibérations n° 2019-22- du 05/04/2019 et n° 2019-41- du 22/08/2019 concernant l'achat et pose de plaques pour dénomination des rues et numérotation des habitations de la Commune ;

M. le Maire informe les membres du Conseil qu'il appartient au Conseil Municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et voies de la Commune.

La dénomination des voies de la Commune est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Il convient, pour faciliter le repérage, pour les services de secours (SAMU, Pompiers, Gendarmes qui ont du mal à localiser les adresses en cas de besoins), le travail de La Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles.

Considérant l'intérêt communal que présente la dénomination des voies,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **VALIDE les noms attribués à l'ensemble des voies de la Commune tels que présentés sur la liste et la cartographie annexées à la présente délibération ;**
- **DECIDE D'ADOPTER ces dénominations ;**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

- ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE 2018 DE LA COMMUNE DE CHAMPNETERY :

M. le maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal :

- ADOpte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable
- DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
- DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

- REMPLACEMENT DE LA PORTE DU GARAGE DE LA SALLE POLYVALENTE :

M. le Maire informe le Conseil que, vu la nécessité de changer la porte du garage de la Salle Polyvalente « Albert CHAMPEAU », des devis ont été demandés à 4 Sociétés.

M. le Maire présente les deux offres transmises en Mairie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** le devis, tel qu'annexé à la présente délibération, de la Société ACCES Limousin, d'un montant total de 2 271.03€ HT (soit 2 725.24€ TTC), moins-disante, concernant le remplacement (achat et pose) de la porte de garage de la Salle Polyvalente ;
- **AUTORISE** M. le Maire à commander ces travaux à la Société ACCES Limousin ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2019 –C/2313-Programme P0306-.

- REMPLACEMENT DU CHAUFFE-EAU ALIMENTANT ECOLE PRIMAIRE ET MAIRIE :

M. le Maire informe le Conseil qu'il a fallu faire remplacer, en urgence, le chauffe-eau qui alimente l'Ecole Primaire et la Mairie et qu'il a fait appel, pour réaliser ces travaux, à l'Entreprise DEBEAUPTE 87-87400-St-Léonard de Noblat-, qui effectue l'entretien de la chaudière et les réparations de plomberie.

Il présente la facture correspondant à ces travaux, d'un montant total de 625,93€ HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la facture de l'Entreprise DEBEAUPTE 87, concernant les travaux de remplacement du chauffe-eau de l'Ecole Primaire et Mairie, d'un montant total de 625,93€ HT (soit 751,12€ TTC) ;
- **AUTORISE** M. le Maire à procéder au mandatement de la somme correspondant à cette facture ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2019-C/2313-Programme P0306-.

- AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DELEGATION PAR AFFERMAGE DU SERVICE D'EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE CHAMPNETERY :

M. le Maire rappelle au Conseil que la Commune de Champnétery a confié la délégation de son service public d'eau potable à la Sté SAUR par contrat d'affermage ayant pris effet le 01 juillet 2010 pour une durée de 12 ans et 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

La Commune a, depuis, adhéré au Syndicat de production d'eau potable Vienne Combade (SVC) et a souhaité que la ressource principale d'alimentation en eau soit l'import de l'eau du SVC en lieu et place de la production existante qui sera maintenue en service au minimum pour pouvoir assurer une fonction de secours.

Cette modification substantielle de la production génère une variation de charge pour le délégataire (prise en compte des achats d'eau et baisse des coûts variables de la production actuelle, donc de la consommation d'électricité) qu'il convient de prendre en compte à travers une réévaluation de sa rémunération.

Afin de limiter l'impact financier de l'avenant, la collectivité a, par ailleurs, souhaité reprendre à sa charge l'entretien des espaces verts des sites de production et de stockage.

Conformément aux dispositions de l'alinéa 5 de l'article 14.1 du contrat de base qui prévoit le réexamen du tarif délégataire en cas de modification substantielle des ouvrages ou des procédés de production et de traitement, le présent avenant a pour objet de prendre en compte les modifications exposées ci-dessus.

M. le Maire présente au Conseil l'avenant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION

- **APPROUVE l'Avenant n°1 au Contrat de Délégation par Affermage du service d'Eau Potable de la Commune de Champnétery, entre la Commune de Champnétery et la Sté SAUR, tel qu'annexé à la présente délibération ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer cet avenant.**

- PARCOURS EMPLOI COMPETENCE (PEC), AYANT POUR OBJET L'ENTRETIEN DES TERRAINS, VOIES ET BÂTIMENTS COMMUNAUX, A COMPTER DU 07/01/2020 :

M. le Maire précise au Conseil que le Contrat Aidé dans le cadre d'un Parcours Emploi Compétence (PEC), ayant pour but l'entretien des terrains, voies et bâtiments communaux, arrive à terme le 06/01/2020. Il propose au Conseil de recruter à nouveau une personne sur un Contrat Aidé dans le cadre d'un PEC, à partir du 07/01/2020, afin d'apporter une aide à l'Adjoint Technique Titulaire pour l'entretien des terrains, voies et bâtiments communaux.

Il rappelle que le PEC oblige la Commune à proposer des formations à la personne employée sur un tel contrat et que la prise en charge unique par l'Etat est de 50% sur 20 heures hebdomadaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE, avec l'accord de l'Etat qui sera demandé au préalable, de recruter une personne sur un contrat Parcours Emploi Compétence (PEC), ayant pour but d'assurer l'entretien des terrains, voies et bâtiments communaux, dès le 07/01/2020, (nombre d'heures de travail = 30 heures hebdomadaires) pour une durée de 12 mois ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer convention, contrat et tous documents nécessaires à ce PEC ;**
- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2020.**

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE COMMUN D'INSTRUCTION DES ACTES ET AUTORISATIONS D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL, ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE NOBLAT ET LA COMMUNE DE CHAMPNETERY – APPROBATION DE LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 - :

La Communauté de Communes de Noblat a conventionné avec ses Communes membres pour que ces dernières puissent bénéficier des services de l'intercommunalité dans le domaine de l'instruction des actes et autorisations d'occupation et d'utilisation du sol.

Compte-tenu de la réorganisation du service et de l'évolution du tableau des effectifs, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Noblat propose de modifier l'article 2 de la convention relative aux services mis à disposition, afin de remplacer la liste nominative des agents mis à disposition du service commun par la formulation suivante : « les fonctionnaires et agents non

titulaires de la Communauté de Communes de Noblat assurant leurs missions au sein du service instructeur relèvent du service commun ».

M. le Maire présente au Conseil le projet de convention de mise à disposition du service pour la Commune de Champnétery.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L422-1 et L422-8,

Vu l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, ratifiée par l'article 6 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,

Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007, modifié par le décret n° 2007-817 du 11 mai 2007,

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

Vu la circulaire du 4 mai 2012 relative à l'organisation de l'application du droit des sols dans les services déconcentrés de l'Etat, prévoyant la mise en place de conventions dites de transition,

Vu la circulaire du 18 juin 2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi « ALUR »,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 novembre 2016 portant acceptation d'une convention de mise à disposition du service commun d'instruction des actes et autorisations d'occupation et d'utilisation du sol entre la Communauté de Communes de Noblat et la Commune de Champnétery,

Vu l'avis favorable du Comité Technique placé auprès du Centre de Gestion de la Haute-Vienne, en date du 4 octobre 2019,

APRES AVOIR ENTENDU l'exposé qui précède, et **APRES EN AVOIR DELIBERE**,
par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION

- **APPROUVE la modification de l'article 2 de la convention relative aux services mis à disposition, afin de remplacer la liste nominative des agents mis à disposition du service commun par la formulation suivante « les fonctionnaires et agents non titulaires de la Communauté de Communes de Noblat assurant leurs missions au sein du service instructeur relèvent du service commun »,**
- **APPROUVE le projet de convention de mise à disposition du service pour la Commune de Champnétery tel qu'annexé à la présente délibération,**
- **AUTORISE M. le Maire à signer la convention.**

- REJET DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MATERIEL, ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE NOBLAT ET LA COMMUNE DE CHAMPNETERY :

Monsieur le Maire rappelle que la Communauté de Communes de Noblat a conventionné avec ses Communes membres pour la mise à disposition de moyens humains (mise à disposition de service) pour assurer des interventions relevant de la compétence « assainissement collectif » de la Communauté de Communes de Noblat.

Monsieur le Maire informe le Conseil que Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Noblat a souligné, lors du Conseil Communautaire du 03/10/2019, que le matériel utilisé dans le cadre des interventions pour l'assainissement collectif et la voirie, mais aussi l'entretien des bâtiments ... est généralement le même et propose donc qu'une convention de mise à disposition des moyens matériels, matériel des Communes et matériel de la Communauté de Communes de Noblat, soit passée entre l'Intercommunalité de Noblat et ses Communes membres.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver cette convention de mise à disposition de matériel dont un exemplaire est joint à la présente délibération.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral 2004-976 du 04 juin 2004, portant création de la Communauté de Communes de Noblat,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2018 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de Noblat,

APRES AVOIR ENTENDU l'exposé qui précède et **APRES EN AVOIR DELIBERE**,
par 01 voix POUR, 11 voix CONTRE et 01 ABSTENTION

REJETTE le projet de convention de mise à disposition de matériel entre la Communauté de Communes de Noblat et la Commune de Champnétery tel qu'annexé à la présente délibération.

**-APPROBATION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPOS)
PUBLIC D'EAU POTABLE 2018 DU SYNDICAT VIENNE COMBADE :**

Monsieur Le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable.

Monsieur Le Maire rappelle que la Commune de Champnétery est membre adhérent du Syndicat Vienne-Combade, qui a approuvé ce rapport par délibération du 09 octobre 2018.

L'article 129 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, précisé par le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement, introduit l'obligation, pour les collectivités de plus de 3 500 habitants, de saisir et transmettre par voie électronique au système d'information SISPEA les indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans ces rapports lorsqu'ils concernent l'eau et l'assainissement.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur Conseil Municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Monsieur le Maire donne lecture du Rapport Annuel relatif au Prix et à la Qualité du Service Public d'eau potable 2018 du Syndicat Vienne Combade (SVC). Monsieur le Maire présente ce rapport au Conseil Municipal qui, à l'unanimité, prend acte de cette présentation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable 2018 du Syndicat Vienne Combade.**

- FDGDON – COTISATION 2019/20 - :

M. le Maire informe le Conseil Municipal que la cotisation de la Commune de Champnétery (555 habitants) à la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (FDGDON) de la Haute-Vienne, sera de 477€ pour la campagne 2019/20.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE le montant de cotisation 2019/20, fixé à 477,00€ pour la Commune à F.D.G.D.O.N.**
- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au B.P. 2020.**

- EAU POTABLE -TRAVAUX DE RACCORDEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE DE CHAMPNETERY AU SYNDICAT VIENNE COMBADE -AVENANT A LA CONVENTION DE DELEGATION MAÎTRISE DOUVRAGE - :

Vu la délibération n° 2019-03- en date du 14/02/2019 portant acceptation de la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage, entre la Commune de Champnétery et le Syndicat Vienne Combade (SVC), des marchés à intervenir dans le cadre des travaux de raccordement du réseau d'Eau Potable de Champnétery aux ouvrages du SVC ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le montant des travaux de raccordement de la Commune de Champnétery au Syndicat Vienne Combade, suite à la consultation des entreprises, s'avère plus élevé qu'estimé lors de la délibération du 14/02/2019. Il convient donc de faire un avenant à la convention de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage, en ce qui concerne l'article 5 « Plan Prévisionnel de Financement ».

Monsieur le Maire présente, au Conseil Municipal, l'Avenant à la Convention de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ADOpte l'Avenant à la Convention de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Commune de Champnétery et le Syndicat Vienne Combade, concernant les travaux de raccordement du réseau d'Eau Potable de la Commune de Champnétery aux ouvrages du Syndicat Vienne Combade, tel qu'annexé à la présente délibération ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer cet Avenant.**

CHAMPNETERY, le 04 Novembre 2019

Le Maire,

Pierre LANGLADE